



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 56.610/2/V
du 25 août 2014

advies 56.610/2/V
van 25 augustus 2014

sur

over

un projet d'arrêté royal 'portant
modification de divers arrêtés
royaux en ce qui concerne la
Cour constitutionnelle'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van
diverse koninklijke besluiten
wat het Grondwettelijk Hof
betreft'

Le 1^{er} août 2014, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Premier Ministre à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêt royal 'portant modification de divers arrêtés royaux en ce qui concerne la Cour constitutionnelle'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 25 août 2014. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, président, Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX, conseiller d'État, Yves DE CORDT, assesseur, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été rédigé par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 25 août 2014.

*

Op 1 augustus 2014 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Eerste Minister verzocht binnen een termijn van dertig dagen, een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van diverse koninklijke besluiten wat het Grondwettelijk Hof betreft'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 25 augustus 2014. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, voorzitter, Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX, staatsraad, Yves DE CORDT, assessor, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is opgesteld door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 25 augustus 2014.

*

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

FONDEMENT LÉGAL

1. Il convient dans le préambule d'énoncer le fondement juridique des différents arrêtés modifiés par le projet¹ avec la plus grande précision et notamment en indiquant les articles concernés voire leurs subdivisions. Les modifications encore en vigueur subies par ces dispositions doivent également être mentionnées².

2. Il y a lieu à cet égard de tenir compte de ce qui suit :

a) L'arrêté royal du 28 septembre 1983 'régulant la forme du sceau de la Cour d'arbitrage' trouvait son fondement légal dans l'article 98 de la loi du 28 juin 1983 'portant l'organisation, la compétence et le fonctionnement de la Cour d'arbitrage'. L'article 115 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 'sur la Cour constitutionnelle' s'est substitué à cette disposition comme fondement légal. Son alinéa 2 était rédigé comme suit :

« Les expéditions sont délivrées par le greffier qui les signe et les revêt du sceau de la Cour, dont le Roi détermine la forme ».

Cet alinéa a toutefois été abrogé par l'article 35 de la loi spéciale du 4 avril 2014 'portant modification de la loi du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle', issue d'une proposition et non soumise à l'avis de la section de législation du Conseil d'État.

Il en résulte que l'arrêté royal du 28 septembre 1983 'régulant la forme du sceau de la Cour d'arbitrage' est désormais dépourvu de fondement légal. Plutôt que de le modifier, il convient dès lors, dans un souci de sécurité juridique, de l'abroger et donc d'omettre les articles 1^{er} et 2 du projet examiné.

b) L'arrêté royal du 28 septembre 1983 'régulant les heures d'ouverture du greffe de la Cour d'arbitrage' trouvait son fondement légal dans l'article 104 de la loi du 28 juin 1983. L'article 121, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 s'est substitué à cette disposition comme fondement légal.

c) L'arrêté royal du 28 septembre 1983 'fixant les règles pour la justification d'une connaissance suffisante de la seconde langue nationale et de l'allemand à fournir par les candidats

¹ *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « technique législative », recommandation n° 23.

² *Ibid.*, recommandation n° 27.

référendaires à la Cour d'arbitrage' trouvait son fondement légal dans l'article 23, alinéa 2, de la loi du 28 juin 1983. L'article 35, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 s'est substitué à cette disposition comme fondement légal, lu conjointement avec l'article 108 de la Constitution.

d) L'arrêté royal du 28 septembre 1983 'fixant les règles pour la justification d'une connaissance suffisante de la langue allemande, à fournir par les candidats membres de la Cour d'arbitrage' trouvait son fondement légal dans l'article 22, § 4, de la loi du 28 juin 1983. L'article 34, § 4, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 s'est substitué à cette disposition comme fondement légal.

e) L'arrêté royal du 16 février 1984 'prescrivant le costume des titulaires de fonctions à la Cour d'arbitrage' trouvait son fondement légal dans l'article 43, alinéa 1^{er}, de la loi du 28 juin 1983. L'article 52, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 s'est substitué à cette disposition comme fondement légal.

f) L'arrêté royal du 30 septembre 1994 'portant approbation du règlement portant le statut disciplinaire du personnel administratif de la Cour d'arbitrage' trouve son fondement légal dans l'article 42, alinéa 3, de la loi spéciale du 6 janvier 1989.

g) L'arrêté royal du 25 février 2007 'portant approbation du cadre organique du personnel de la Cour d'arbitrage' trouve son fondement légal dans l'article 42, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989.

h) L'arrêté royal du 25 février 2007 'déterminant, en vue de l'application de l'article 43 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, les emplois du personnel de la Cour d'arbitrage qui constituent un même degré de la hiérarchie, et portant approbation des cadres linguistiques pour le personnel de la Cour d'arbitrage' trouve son fondement légal dans l'article 42, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 ainsi que dans l'article 43, § 3, alinéas 1^{er} et 4, des lois coordonnées du 18 juillet 1966 'sur l'emploi des langues en matière administrative'.

i) L'arrêté royal du 25 février 2007 'portant approbation du statut du personnel de la Cour d'arbitrage fixé dans son règlement du 6 juillet 2006' trouve son fondement légal dans l'article 42, alinéa 3, de la loi spéciale du 6 janvier 1989.

j) L'arrêté royal du 14 avril 2009 'portant exécution de l'article 75 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage' trouve son fondement légal dans l'article 75, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989.

3. Il y a lieu en conséquence :

a) d'insérer un alinéa 1^{er} nouveau au préambule, rédigé comme suit :

« Vu l'article 108 de la Constitution ; » ;

b) de remplacer l'alinéa 1^{er} actuel du préambule, devenant son alinéa 2, par le texte suivant :

« Vu la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, les articles 34, § 4, 35, alinéa 2, modifié par la loi spéciale du 4 avril 2014, 42, modifié par la loi spéciale du 4 avril 2014, 52, alinéa 1^{er}, modifié par la loi spéciale du 21 février 2010, 75, alinéa 2, et 121, alinéa 2 ; » ;

c) d'insérer un alinéa 3 nouveau dans le préambule, rédigé comme suit :

« Vu les lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, l'article 43, § 3, alinéas 1^{er} et 4, modifié par la loi du 4 avril 2006 ; ».

*

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de Regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als ze te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

RECHTSGROND

1. In de aanhef moet heel nauwkeurig de rechtsgrond worden opgegeven van de verschillende besluiten die door het ontwerp worden gewijzigd, inzonderheid door de artikelen in kwestie en zelfs de onderverdelingen daarvan te vermelden.¹ Tevens moeten de nog geldende wijzigingen worden vermeld die in die bepalingen zijn aangebracht.²

2. In dat verband dient rekening te worden gehouden met het volgende:

a) Het koninklijk besluit van 28 september 1983 ‘tot vaststelling van de vorm van het zegel van het Arbitragehof’ ontleende zijn rechtsgrond aan artikel 98 van de wet van 28 juni 1983 ‘houdende de inrichting, de bevoegdheid en de werking van het Arbitragehof’. Die bepaling is als rechtsgrond vervangen door artikel 115 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 ‘op het Grondwettelijk Hof’. Het tweede lid daarvan luidde als volgt:

“De expedities worden afgegeven door de griffier die ze tekent en bekleedt met het zegel van het Hof, waarvan de vorm door de Koning wordt bepaald”.

Dat lid is evenwel opgeheven bij artikel 35 van de bijzondere wet van 4 april 2014 ‘tot wijziging van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof’, die ontstaan is uit een wetsvoorstel dat niet om advies is voorgelegd aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State.

Daaruit vloeit voort dat het koninklijk besluit van 28 september 1983 ‘tot vaststelling van de vorm van het zegel van het Arbitragehof’ voortaan geen rechtsgrond meer heeft. Met het oog op de rechtszekerheid moet dat koninklijk besluit derhalve worden opgeheven in plaats van te worden gewijzigd, en moeten de artikelen 1 en 2 van het voorliggende ontwerp worden weggelaten.

b) Het koninklijk besluit van 28 september 1983 ‘tot vaststelling van de openingsuren van de griffie van het Arbitragehof’ ontleende zijn rechtsgrond aan artikel 104 van de wet van 28 juni 1983. Die bepaling is als rechtsgrond vervangen door artikel 121, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989.

¹ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 23.

² *Ibid.*, aanbeveling 27.

c) Het koninklijk besluit van 28 september 1983 'tot vaststelling van de regelen voor het leveren van het bewijs van een voldoende kennis van de tweede landstaal en van het Duits door de kandidaat-referendarissen bij het Arbitragehof' ontleende zijn rechtsgrond aan artikel 23, tweede lid, van de wet van 28 juni 1983. Die bepaling is als rechtsgrond vervangen door artikel 35, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989, gelezen in samenhang met artikel 108 van de Grondwet.

d) Het koninklijk besluit van 28 september 1983 'tot vaststelling van de regelen voor het leveren van het bewijs van een voldoende kennis van de Duitse taal door de kandidaat-leden van het Arbitragehof' ontleende zijn rechtsgrond aan artikel 22, § 4, van de wet van 28 juni 1983. Die bepaling is als rechtsgrond vervangen door artikel 34, § 4, van de bijzondere wet van 6 januari 1989.

e) Het koninklijk besluit van 16 februari 1984 'houdende voorschrift omtrent de ambtskledij der ambt dragers van het Arbitragehof' ontleende zijn rechtsgrond aan artikel 43, eerste lid, van de wet van 28 juni 1983. Die bepaling is als rechtsgrond vervangen door artikel 52, eerste lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989.

f) Het koninklijk besluit van 30 september 1994 'tot goedkeuring van het reglement houdende tuchtrechtelijk statuut van het administratief personeel van het Arbitragehof' ontleent zijn rechtsgrond aan artikel 42, derde lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989.

g) Het koninklijk besluit van 25 februari 2007 'tot goedkeuring van de personeelsformatie van het Arbitragehof' ontleent zijn rechtsgrond aan artikel 42, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989.

h) Het koninklijk besluit van 25 februari 2007 'tot vaststelling, met het oog op de toepassing van artikel 43 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, van de betrekkingen van het personeel van het Arbitragehof die eenzelfde trap van de hiërarchie vormen en tot goedkeuring van de taalkaders voor het personeel van het Arbitragehof' ontleent zijn rechtsgrond aan artikel 42, eerste lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 en aan artikel 43, § 3, eerste en vierde lid, van de gecoördineerde wetten van 18 juli 1966 'op het gebruik van de talen in bestuurszaken'.

i) Het koninklijk besluit van 25 februari 2007 'tot goedkeuring van het statuut van het personeel van het Arbitragehof, vastgesteld bij zijn reglement van 6 juli 2006' ontleent zijn rechtsgrond aan artikel 42, derde lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989.

j) Het koninklijk besluit van 14 april 2009 'houdende uitvoering van artikel 75 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof' ontleent zijn rechtsgrond aan artikel 75, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989.

3. Bijgevolg moeten de volgende aanpassingen worden aangebracht:

a) In de aanhef moet een nieuw eerste lid worden ingevoegd dat luidt als volgt:

“Gelet op artikel 108 van de Grondwet;”;

b) Het huidige eerste lid van de aanhef, dat het tweede lid wordt, moet worden vervangen door de volgende tekst:

“Gelet op de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, de artikelen 34, § 4, 35, tweede lid, gewijzigd bij de bijzondere wet van 4 april 2014, 42, gewijzigd bij de bijzondere wet van 4 april 2014, 52, eerste lid, gewijzigd bij de bijzondere wet van 21 februari 2010, 75, tweede lid, en 121, tweede lid;”;

c) In de aanhef moet een nieuw derde lid worden ingevoegd dat luidt als volgt:

“Gelet op de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, artikel 43, § 3, eerste en vierde lid, gewijzigd bij de wet van 4 april 2006;”.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY